L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN 25 JUILLET 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
No. 33, rue de Chartres.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil municipal, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Police.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 25 JUILLET.

Europe.

Nous avions reçu hier nos journaux d'Europe, apportés par l'*Arno*, nos dernières dates vont jusqu'au 9 juillet pour Liverpool et jusqu'au 3 pour Paris.

Les nouvelles sont peu importantes. En France, le voyage du Président et l'inauguration du chemin de fer de Poitiers occupaient les esprits. On s'attendait généralement à une nouvelle édition de la solennité de Dijon, mais on a servi de legs à M. L. N. Bonaparte, cette fois il s'est tenu dans les limites des convenances. Cependant la même pensée domine toujours au fond de ses discours; et, comme le *National*, l'orateur qui accueuit a Dijon celui de Poitiers. La forme est changée mais le fond est toujours le même. M. Bonaparte semble avoir la conviction intime que la situation actuelle ne saurait se résoudre sans sa réélection. Nous publions plus loin son discours, ainsi que l'adresse du maire de Poitiers et les détails relatifs à la cérémonie d'inauguration.

La question de la revision du pacte constitutionnel paraît être trop mûre de mort, dit le Siècle. Le *Constitutionnel* et la *Presse* en Amérique, M. de Girardin s'occupe en ce moment de son ordinaire. Les journaux Elysiens pensent que la défaite va renaître et; mais ils seront bientôt forcés de prendre le deuil. C'est triste! En attendant, des pétitions d'un nouveau genre se couvrent de signatures. Ce les ci sont purement républicaines, et ce demandent le rétablissement du 31 mai. Cette manifestation, dénuée de sa portée intrinsèque, aura l'avantage d'établir sans équivoque l'expression de la volonté du peuple.

Le *Pays* annonce que la question de la captivité d'Abd-el-Kader est sur le point de recevoir une solution favorable au prisonnier d'Amboise. Mais cette compassion que nous inspire le héros Arabe, ne paraît pas être partagée par le gouvernement anglais qui l'humanité refusant une mesure que politique défend. Le gouvernement anglais s'est déjà occupé, il y a peu de jours, du sort de l'illustre captif, mais la proposition n'offrait pas de l'Irlandoberry, c'est-à-dire qu'on voulait que tous les hommes de cœur fussent libertins.

Le gouvernement qui a animé le Parlement anglais d'une éloquence qui ne peut plus être, dit le *Constitutionnel*, mais les Anglais n'aiment que personne les sacrifices politiques peut imposer à la clémence. Ils sont de l'honnête guerrier d'Ancône, qui, gémissant de sa dure et longue captivité, disait: Mais n'est-ce pas en entre deux tombeaux d'une bien autre illustration! Le général d'Amboise est une prison moins triste que l'île de Sainte-Hélène. Et la captivité d'Abd-el-Kader est moins dégradante encore que celle du prisonnier de l'Angleterre.

Le gouvernement anglais a cru devoir faire un acte d'humanité devant ce qu'il a paru avoir de cruel et d'inique. La France, dont l'honneur est aussi engagé dans la question de l'Afrique française, ne peut-elle pas